

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2020/10177]

5 DECEMBRE 2019. — Arrêté 2019/572 du Collège de la Commission communautaire française modifiant les dispositions de différents arrêtés du Collège adoptés en exécution du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée (3ème lecture)

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 20, 22, 2° et 24 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 janvier 2019 relatif aux services d'appui à la formation professionnelle, mettant en œuvre l'article 29 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 4 avril 2019 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 4 avril 2019 ;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 8 mai 2019 ;

Vu l'avis du Comité ministériel de concertation intra-francophone en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, donné le 1^{er} juillet 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2019 ;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 5 décembre 2019 ;

Vu l'avis n° 66.388/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 juillet 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 1^{er}. — MODIFICATIONS DE L'ARRETE DU 7 MAI 2015
RELATIF AUX PRESTATIONS INDIVIDUELLES ET AUX AIDES A L'EMPLOI

Art. 2. L'article 43 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées, portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée est remplacé par ce qui suit :

« Art. 43. § 1^{er}. Les prestations d'aide matérielle sont prises en charge uniquement si elles sont livrées ou prestées au plus tôt le jour de la date de la demande d'intervention, à l'exception des situations visées aux § 2 et 3.

§ 2. Si la personne handicapée justifie de l'urgence ou de la nécessité de disposer de prestations d'aide matérielle avant qu'elle ne puisse introduire valablement la demande d'intervention y relative, un délai de six mois entre la date de livraison ou de prestation de l'aide et la date de la demande d'intervention est admis.

§ 3. Les travaux d'aménagements immobiliers et mobiliers pour lesquels une intervention est octroyée ne peuvent débuter avant la notification de la décision d'intervention à la personne handicapée.

Aucune facture dont la date est préalable à la date de notification de cette décision ne sera prise en compte.

Les travaux d'aménagements immobiliers et mobiliers doivent être entamés au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la notification de la décision et s'achever dans un délai de deux ans à partir de cette même date. »

CHAPITRE 2. — MODIFICATIONS DE L'ARRETE DU 1^{er} MARS 2018
RELATIF AUX SERVICES DE SOUTIEN AUX ACTIVITES D'UTILITE SOCIALE

Art. 3. L'article 22 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée du 1^{er} mars 2018 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. En application de l'article 20 du décret, la personne handicapée qui n'a pas introduit de demande d'admission au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions et activités du service. Elle est prise en considération dans les nombres mentionnés à l'article 24. »

Art. 4. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE 3. — *MODIFICATIONS DE L'ARRETE DU 1^{er} MARS 2018 RELATIF AUX SERVICES D'APPUI A LA COMMUNICATION ET A L'INTERPRETATION POUR LES PERSONNES SOURDES*

Art. 5. L'article 24 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. En application de l'article 20 du décret, la personne handicapée qui n'a pas introduit de demande d'admission au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions et activités du service. Elle est prise en considération dans les nombres mentionnés à l'article 26. »

Art. 6. L'article 25 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE 4. — *MODIFICATION DE L'ARRETE DU 24 JANVIER 2019 RELATIF AUX SERVICES D'APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE*

Art. 7. L'article 24 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 janvier 2019 relatif aux services d'appui à la formation professionnelle, mettant en œuvre l'article 29 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. En application de l'article 20 du décret, la personne handicapée qui n'a pas introduit de demande d'admission au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions et activités du service. Elle est prise en considération dans les nombres mentionnés à l'article 25. »

CHAPITRE 5. — *DISPOSITIONS FINALES*

Art. 8. Le chapitre 1 du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2020 et s'applique aux demandes d'interventions introduites à partir de cette date.

Toutefois, l'article 43 § 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées, portant application des articles 19,1^o et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, modifié par le présent arrêté, ne s'applique pas aux demandes d'interventions introduites à partir du 1^{er} février 2020 et relatives à des achats ou des prestations réalisées jusqu'à 6 mois avant cette date.

Les chapitres 2 à 4 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 9. Le Membre du Collège compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2019.

Par le Collège :

B. TRACHTE,
La Ministre-Présidente du Collège

R. VERVOORT,
Le Ministre, Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/10177]

5 DECEMBER 2019. — Besluit 2019/572 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van de bepalingen van verschillende besluiten van het College aangenomen in uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap (3de lezing)

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 20, 22, 2^o en 24;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap houdende toepassing van de artikelen 19, 1^o en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang, waarbij afdeling 5 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 januari 2019 betreffende de ondersteuningsdiensten voor beroepsopleiding, waarbij artikel 29 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 4 april 2019;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 4 april 2019;

Gelet op het advies van de afdeling "personen met een handicap" van de Franstalige Brusselse adviesraad voor bijstand aan personen en gezondheid, gegeven op de zitting van 8 mei 2019;

Gelet op het advies van het intrafranstalige ministerieel comité voor overleg inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen, gegeven op 1 juli 2019;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2019;

Gelet op het akkoord van het Collegelid bevoegd voor begroting, gegeven op 5 december 2019;

Gelet op advies nr. 66.388/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 juli 2019 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van Collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

**HOOFDSTUK 1. — WIJZIGINGEN AAN HET BESLUIT VAN 7 MEI 2015
BETREFFENDE DE INDIVIDUELE PRESTATIES EN DE WERKGELEGENHEIDSTEUN**

Art. 2. Artikel 43 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap houdende toepassing van de artikelen 19, 1^o en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 43. § 1. De materiële hulpprestaties worden enkel ten laste genomen als ze ten vroegste op de dag waarop een tegemoetkoming is aangevraagd, geleverd of verstrekt worden, uitgezonderd in de gevallen bedoeld in § 2 en § 3.

§ 2. Als de persoon met een handicap aantoont dat de materiële hulpprestaties dringend zijn of dat hij deze nodig heeft voordat hij een geldige tegemoetkomingsaanvraag kan indienen, wordt een termijn van zes maanden toegekend tussen de datum waarop de levering of verstrekking van de hulp plaatsvindt en de datum waarop de tegemoetkoming is aangevraagd.

§ 3. De aanpassingswerkzaamheden van de roerende en onroerende goederen waarvoor een tegemoetkoming werd toegekend, kunnen niet beginnen vóór de kennisgeving van de ondersteuningsbeslissing aan de persoon met een handicap.

Facturen waarvan de datum vóór de kennisgevingsdatum van die beslissing valt, zullen niet in aanmerking genomen worden.

De aanpassingswerkzaamheden van de roerende en onroerende goederen moeten ten laatste worden aangevraagd binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de kennisgevingsdatum van de beslissing en worden afgerond binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf diezelfde datum.”

**HOOFDSTUK 2. — WIJZIGINGEN AAN HET BESLUIT VAN 1 MAART 2018
BETREFFENDE DE ONDERSTEUNINGSDIENSTEN VOOR ACTIVITEITEN VAN MAATSCHAPPELIJK BELANG**

Art. 3. Artikel 22 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang, waarbij afdeling 5 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 22. In toepassing van artikel 20 van het decreet kan de persoon met een handicap die geen aanvraag heeft ingediend om toegang te krijgen tot de tegemoetkomingen uit het decreet, een beroep doen op de tegemoetkomingen en activiteiten van de dienst. Hij wordt in aanmerking genomen in de aantallen die vermeld zijn in artikel 24.”

Art. 4. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**HOOFDSTUK 3. — WIJZIGINGEN AAN HET BESLUIT VAN 1 MAART 2018
BETREFFENDE DE ONDERSTEUNINGSDIENSTEN VOOR DOVENCOMMUNICATIE EN -VERTOLKING**

Art. 5. Artikel 24 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 24. In toepassing van artikel 20 van het decreet kan de persoon met een handicap die geen aanvraag heeft ingediend om toegang te krijgen tot de tegemoetkomingen uit het decreet, een beroep doen op de tegemoetkomingen en activiteiten van de dienst. Hij wordt in aanmerking genomen in de aantallen die vermeld zijn in artikel 26.”

Art. 6. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**HOOFDSTUK 4. — WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN 24 JANUARI 2019
BETREFFENDE DE ONDERSTEUNINGSDIENSTEN VOOR BEROEPSOPLEIDING**

Art. 7. Artikel 24 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 januari 2019 betreffende de ondersteuningsdiensten voor beroepsopleiding, waarbij artikel 29 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 24. In toepassing van artikel 20 van het decreet kan de persoon met een handicap die geen aanvraag heeft ingediend om toegang te krijgen tot de tegemoetkomingen uit het decreet, een beroep doen op de tegemoetkomingen en activiteiten van de dienst. Hij wordt in aanmerking genomen in de aantallen die vermeld zijn in artikel 25.”

HOOFDSTUK 5. — SLOTBEPALINGEN

Art. 8. Hoofdstuk 1 van dit besluit treedt in werking op 1 februari 2020 en is van toepassing op de tegemoetkomingsaanvragen die ingediend zijn vanaf die datum.

Artikel 43 § 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap houdende toepassing van de artikelen 19, 1^o en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, gewijzigd door dit besluit, is echter niet van toepassing op de tegemoetkomingsaanvragen die ingediend zijn vanaf 1 februari 2020 en die betrekking hebben op aankopen of prestaties die plaatsvonden tot 6 maanden vóór die datum.

De hoofdstukken 2 tot 4 van dit besluit treden in werking op 1 januari 2020.

Art. 9. Het Collegelid dat bevoegd is voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2019.

Vanwege het College :

B. TRACHTE,
De Minister-Voorzitter van het College

R. VERVOORT,
De Minister, Collegelid bevoegd voor het beleid
inzake bijstand aan personen met een handicap

**GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD**

[C - 2020/40121]

12 DECEMBER 2019. — Besluit van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Bijstand aan personen, tot herverdeling van de niet gebruikte uren van de urenquota voor het jaar 2018 van de diensten voor thuishulp

De leden van het Verenigd College, bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 69, tweede lid;

Gelet op de ordonnantie van 7 november 2002 betreffende de centra en diensten voor bijstand aan personen, artikelen 15 en 16;

Gelet op het besluit van 25 oktober 2007 van het Verenigd College betreffende de erkenning en subsidiëeringswijze van de diensten voor thuiszorg, artikel 41;

Gelet op het advies van de Beheerraad voor gezondheid en bijstand aan personen van de Bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag, gegeven op 22 oktober 2019;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 oktober 2019;

Gelet op het akkoord van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Begroting, gegeven op 6 december 2019,

Besluiten :

Artikel 1. Voor het jaar 2018 wordt de verdeling van de uren voor de gezins- of bejaardenhulp, zoals bedoeld in artikel 41, § 3, van het besluit van het Verenigd College van 25 oktober 2007 betreffende de erkenning en de subsidiëeringswijze van de diensten voor thuishulp, als volgt vastgesteld:

Openbare diensten :

OCMW Anderlecht	5 880,08 €
OCMW Oudergem	19 876,87 €
OCMW Brussel	5 498,21 €
OCMW Etterbeek	6 595,24 €
OCMW Evere	26 033,48 €
OCMW Jette	78 504,81 €
OCMW Sint-Gilles	7 093,12 €
OCMW Ukkel (ex-Gemeente Ukkel)	5 929,48 €
OCMW Sint-Lambrechts-Woluwe	30 520,60 €
OCMW Sint-Pieters-Woluwe	15 042,30 €
TOTAAL	200 974,19 €

Prive diensten :

Thuiszorg Brussel VZW	3 206,50 €
TOTAAL :	3 206,50 €

Art. 2. De Leidend Ambtenaar van Iriscare wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2019.

Voor het Verenigd College :

Het lid van het Verenigd College, bevoegd voor
Welzijn en Gezondheid,
E. VAN DEN BRANDT

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 2020/40121]

12 DECEMBRE 2019. — Arrêté des membres du Collège réuni compétents pour la politique d'aide aux personnes, fixant la répartition des heures non utilisées des contingents de l'année 2018 des services d'aide à domicile

Les Membres du Collège réuni, en charge de l'Action sociale et de la Santé,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 20;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, article 69, alinéa 2;

Vu l'ordonnance du 7 novembre 2002 relative aux centres et services de l'Aide aux personnes, articles 15 et 16;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 25 octobre 2007 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des services d'aide à domicile, article 41;

Vu l'avis du Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, donné le 22 octobre 2019;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 octobre 2019;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, en charge du Budget, donné le 6 décembre 2019,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Pour l'année 2018, la répartition des heures pour les aides familiales ou seniors, visée à l'article 41, § 3, de l'arrêté du Collège réuni du 25 octobre 2007 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des services d'aide à domicile, est fixée comme suit :

Services publics :

CPAS Anderlecht	5 880,08 €
CPAS Auderghem	19 876,87 €
CPAS Bruxelles	5 498,21 €
CPAS Etterbeek	6 595,24 €
CPAS Evere	26 033,48 €
CPAS Jette	78 504,81 €
CPAS Saint-Gilles	7 093,12 €
CPAS Uccle (ex-Commune d'Uccle)	5 929,48 €
CPAS Woluwe-Saint-Lambert	30 520,60 €
CPAS Woluwe-Saint-Pierre	15 042,30 €
TOTAL :	200 974,19 €

Services privés :

ASBL Soins à domicile	3 206,50 €
TOTAL :	3 206,50 €

Art. 2. Le Fonctionnaire dirigeant d'Iriscare est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2019.

Pour le Collège réuni :

Le Membre du Collège réuni, en charge de l'Action sociale et de la Santé,
A. MARON